



## FSSSCT du 6 juillet 2023

### Intervention de Karen Ansberque pour l'UNSA Éducation

Madame l'IA-Dasen, présidente du CHSCT,  
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT de l'Ain,

L'UNSA Éducation se donne pour responsabilité de représenter et défendre les personnels de l'Éducation nationale en toute lucidité sur le monde dans lequel évolue notre Ecole, parce que l'UNSA Éducation a conscience que toute exigence n'aura de sens et de poids que si elle prend en compte cette réalité.

Aussi, l'UNSA Éducation souhaite en préambule témoigner tout son soutien aux équipes de personnels et aux familles touchées par les violences inqualifiables de ces derniers jours. Voir anéantis des locaux ou du matériel que l'on a mis des années à acquérir, voir annuler des festivités de fin d'année qui ont demandé tout autant de travail et qui viennent clore des mois d'investissement avec les élèves, avec leurs familles, est plus que douloureux.

L'UNSA Éducation condamne toute atteinte à notre Ecole, à nos institutions républicaines, comme elle ne tolère aucune atteinte au respect des personnes et des biens. Pour l'UNSA Éducation, tout appel à la haine et à une violence encore plus grande pour répondre aux expressions de colère et de perte totale de repères doit au même titre être condamné.

L'UNSA Éducation veut un pays qui retrouve de l'unité et de la paix et appelle la justice à faire son travail et notre gouvernement à prendre toutes ses responsabilités.

Si nous en appelons à l'urgence de réaction de notre employeur, c'est que nous sommes très inquiets. Il suffit de voir les déclarations portant sur l'École pour mesurer l'absence totale de réalisme et de considération. Les dernières annonces de notre président mais aussi celles moins « populaires » de notre ministre ne contribuent en rien, sur la forme comme sur le fond, à diminuer notre inquiétude.

L'École est centrale dans la préparation de l'avenir d'une société, l'École est une clé pour sortir de crises sociétales et des injustices, mais l'École ne peut pas tout et elle nécessite des moyens pour jouer son rôle de réduction des inégalités.

Or l'École est malmenée, elle s'apprête à vivre une rentrée très difficile sur un plan fonctionnel et sur un plan moral.

Si nous apprécions la décision de notre direction des ressources humaines de recruter 100% des listes complémentaires du CRPE, nous savons d'ores et déjà que la rentrée se fera avec un manque de personnels élevé dans tous les domaines. Le nombre très important de postes non pourvus aux différents concours, comme les départs en cours de carrière en hausse de ces dernières années, laisse présager de lourdes difficultés de fonctionnement de notre système éducatif. La crise du recrutement qui n'épargne aucun métier de l'éducation nationale est loin d'être récente et des mesures de secours d'urgence comme le recours aux listes complémentaires ne seront aucunement suffisantes pour stopper l'hémorragie. D'autant que rien dans les annonces de notre employeur ne laisse espérer que cette crise est mesurée à sa juste gravité et que de bonnes réponses vont être apportées.

Les dernières déclarations du président lors de son déplacement à Marseille, au-delà d'être dénuées de sens et de faisabilité, ont porté l'exaspération des personnels à leur paroxysme.

Accueil des enfants de 2 ans, accueil des élèves au collège sur une amplitude de 8h à 18h, accueil des élèves sur une partie des grandes vacances qui s'en trouveraient raccourcies, ...

Lutter contre l'échec scolaire et protéger les jeunes de la délinquance ne peut avoir pour réponse sérieuse de faire venir les élèves plus longtemps en classe. L'École ne peut pas tout ! Elle est certes le témoin, et parfois le réceptacle de la violence exprimée ou subie par les élèves, mais la désigner comme le lieu de résolution de tous les maux de la société révèle une méconnaissance de sa mission et pourrait la mettre en difficulté.

Et ce n'est sûrement pas en « dégradant » le niveau de recrutement de certains concours, distinctement d'autres concours, comme cela a été exprimé par voie de presse pour le CRPE que les métiers vont retrouver de l'attractivité et que le système s'en portera mieux.

L'UNSA Éducation ne cesse de dénoncer ces derniers mois la perte de vue de l'intérêt du service public d'Éducation, et surtout celui des élèves. L'UNSA Éducation le répète : l'École et ses personnels sont en plein mal-être. Notre message d'il y a un an, à la sortie d'une crise sanitaire très impactante et d'un ministre JM Blanquer épuisant, n'a pas été entendu. En réponse à notre demande de laisser les personnels faire leur travail, de faire une pause dans les réformes et de cesser les injonctions et les annonces à-tout-va, nous terminons cette année scolaire avec un sentiment pire d'écrasement et de mépris. Le courrier de la Dgesco adressé ce vendredi 30 juin aux directeurs d'école, aux chefs d'établissement et aux inspecteurs de l'éducation nationale, leur demandant de faire remonter avant le 5 juillet des données pour mesurer

l'adhésion de la profession au pacte, une consigne que le SE-Unsa, le SIEN-Unsa et le SNPDEN-Unsa ont appelé à ne pas suivre, en est un exemple des plus criants.

L'École est fondamentale et précieuse, mais l'École est fragile. On ne joue pas avec elle. Elle a besoin de stabilité et de dialogue, et surtout qu'on lui donne les moyens d'offrir un droit à une éducation de qualité pour tous.